

Commission: Commission parlementaire pour la coopération et la paix au Moyen-Orient

Sujet: Comment les États membres de l'Union européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une paix durable et une coopération régionale pérenne?

Auteur: République tchèque

La République tchèque, bien que relativement éloignée du Moyen-Orient, est très préoccupée par le conflit qui sévit dans la région notamment car il est la cause de milliers de morts et de victimes. Notre pays fera tout son possible pour créer un climat de changement et de paix entre tous les belligérants de cette région. De plus, notre pays a également connu l'apport de nombreux réfugiés venant du Moyen-Orient. En tant que pays de droits, nous pensons que cette question doit être mise en lumière et qu'elle implique tous les pays. De plus, le Moyen-Orient est un territoire riche en opportunités qu'elles soient à la fois politique ou économique puisqu'il s'agit d'un lieu plein de ressources comme le pétrole, ce qui en fait l'une des régions les plus importantes du monde. L'Union européenne doit investir, non seulement pour aider au développement des pays locaux comme la Syrie ou le Yémen, mais aussi comme un investissement pour elle-même.

Nous espérons que la communauté internationale est consciente de l'urgence de la situation et du fait qu'elle doit être résolue aussi rapidement et efficacement que possible. La République tchèque attend de tous les pays qu'ils contribuent à l'édification d'une paix durable. Ce que nous visons avec ce programme est de sauver la vie de tous les peuples, civils et soldats qui sont gaspillés dans des conflits insignifiants, tout en préservant les riches cultures et le patrimoine de la région. Les deux problèmes majeurs sont les conflits internes en Syrie qui englobent non seulement les pays étrangers, mais aussi certains pays européens. L'autre problème concerne la guerre civile au Yémen. La République tchèque attend de tous les pays qu'ils punissent les principaux belligérants de cette guerre, tout en aidant les populations locales à survivre sur leur territoire détruit. Notre pays a soutenu toutes les résolutions de l'ONU concernant l'envoi humanitaire au Moyen-Orient et a également participé à l'appel au cessez-le-feu en Syrie. La République tchèque a également signé la convention de Genève IV en 2017 concernant le conflit syrien.

La République tchèque suggère et encourage tous les membres de l'Union européenne à présenter des solutions sous la bannière de la justice, de la paix et des droits de l'homme. Par conséquent, il exhorte tous les pays à, tout d'abord, offrir une aide humanitaire à tous les civils de la région et à une échelle beaucoup plus large, impliquant non seulement les quelques belligérants, mais tous les membres de l'UE. Pour que cela soit possible, il faut de l'argent, et c'est pourquoi la République tchèque suggère la création d'un fonds financé par l'UE. Il est également important de souligner l'importance de punir tous les belligérants des conflits qui se déroulent dans la région, qu'ils soient européens ou étrangers, car ils sont largement responsables des centaines de milliers de morts humaines. Cela se fera principalement au moyen de peines et de restrictions économiques, diplomatiques et militaires telles que des amendes, ou en limitant la participation à des réunions officielles. De plus, il est également de la plus haute importance de sensibiliser la population européenne à l'urgence de la question à l'étude, car les plus grands changements viennent des gens. Nous

avons besoin que tous les Européens soient unis pour montrer au monde que nous ne resterons pas les bras croisés et montrer à des pays comme les États-Unis que la violation des droits de l'homme ne passera pas inaperçue. Enfin, l'Union européenne doit agir en tant que mandataire entre tous les belligérants des différents conflits pour aider à construire une paix durable, basée sur le dialogue.

En tant que défenseurs de la paix, des droits de l'homme et de la justice, tous les pays membres de l'Union européenne doivent agir pour réaliser un agenda pour la paix et la coopération. Cela profitera à l'économie du monde, tout en sauvant des centaines de milliers, voire des millions de personnes qui souffrent actuellement des nombreux conflits en cours et les obligeant à fuir vers l'Europe. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur cela car nous sommes également touchés, par exemple par l'immigration des communautés syriennes.